



Assemblée générale

Distr. limitée
17 octobre 2014
Français
Original : anglais

Soixante-neuvième session

Première Commission

Point 96 r) de l'ordre du jour

Désarmement général et complet : femmes, désarmement, non-prolifération et maîtrise des armements

Afrique du Sud, Australie, Autriche, Bolivie (État plurinational de), Bulgarie, Burkina Faso, Chili, Chypre, Colombie, Comores, Costa Rica, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Guatemala, Guyana, Irlande, Jamaïque, Kirghizistan, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mexique, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République tchèque, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Thaïlande, Trinité-et-Tobago et Turquie : projet de résolution

Femmes, désarmement, non-prolifération et maîtrise des armements

L'Assemblée générale,

Rappelant que la Charte des Nations Unies réaffirme l'égalité des droits des hommes et des femmes,

Rappelant également ses résolutions 65/69 du 8 décembre 2010, 67/48 du 3 décembre 2012 et 68/33 du 5 décembre 2013,

Rappelant en outre ses résolutions et celles du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité,

Se félicitant de l'appel lancé dans les résolutions 2106 (2013), 2117 (2013) et 2122 (2013) du Conseil de sécurité en faveur de la participation pleine et véritable des femmes aux initiatives visant à prévenir, combattre et éliminer le transfert illicite d'armes de petit calibre,

Réaffirmant que la participation pleine et effective des femmes et des hommes, sur un pied d'égalité, est un des facteurs déterminants pour la promotion et l'instauration d'une paix et d'une sécurité durables,



Consciente de la précieuse contribution des femmes aux mesures de désarmement prises aux niveaux local, national, sous-régional et régional afin de prévenir et de réduire la violence armée et les conflits armés et de promouvoir le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements,

Consciente également qu'il faut renforcer encore le rôle que jouent les femmes dans le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements, et en particulier faciliter la participation et la représentation des femmes dans les processus de décision, de planification et d'exécution liés au désarmement, à la non-prolifération et à la maîtrise des armements,

Notant que le Traité sur le commerce des armes¹ est sur le point d'entrer en vigueur et engageant par conséquent les États Membres à en appliquer pleinement les dispositions, notamment celle portant sur les actes graves de violence sexiste et les actes graves de violence à l'égard des femmes et des enfants,

Notant avec satisfaction les efforts faits par les États Membres pour accroître la participation des femmes à leurs mécanismes nationaux et régionaux de coordination des questions de désarmement, y compris pour prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects,

1. *Exhorte* les États Membres, les organisations sous-régionales et régionales concernées, les organismes des Nations Unies et les institutions spécialisées à promouvoir l'égalité des chances de sorte que les femmes soient représentées dans tous les mécanismes où sont prises les décisions touchant le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements, en particulier dans la perspective de la prévention et de la réduction de la violence armée et des conflits armés;

2. *Salue* le rapport du Secrétaire général sur les mesures prises par les États Membres pour appliquer sa résolution 68/33²;

3. *Se félicite* que les organes, organismes, fonds et programmes des Nations Unies continuent de s'efforcer d'accorder un rang de priorité élevé à la question des femmes et de la paix et de la sécurité, et, à cet égard, prend note du rôle que joue l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) pour ce qui est de promouvoir l'application de toutes les résolutions relatives aux femmes dans le contexte de la paix et de la sécurité;

4. *Engage* les États Membres à mieux prendre la mesure des conséquences de la violence armée, en particulier les répercussions du trafic d'armes légères et de petit calibre sur les femmes et les filles, notamment en renforçant la collecte de données ventilées par sexe et par âge;

5. *Demande instamment* aux États Membres d'appuyer et de renforcer la participation effective des femmes aux travaux des organisations locales, nationales, sous-régionales et régionales dont les activités concernent le désarmement;

6. *Engage* tous les États à donner aux femmes des moyens d'action leur permettant de participer à la conception et à l'exécution des initiatives de

¹ Voir résolution 67/234 B.

² A/69/114 et Add.1.

désarmement, de non-prolifération et de maîtrise des armements, y compris en menant, selon qu'il conviendra, des activités de renforcement des capacités;

7. *Engage également* tous les États à établir des critères nationaux d'évaluation des risques appropriés qui contribuent efficacement à prévenir l'utilisation d'armes pour commettre des actes de violence sexiste ou des actes de violence à l'égard des femmes et des filles;

8. *Demande* aux organes, organismes, fonds et programmes des Nations Unies compétents d'aider les États qui en font la demande à promouvoir le rôle des femmes dans le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements, y compris pour ce qui est de prévenir, de combattre et d'éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre;

9. *Prie* le Secrétaire général de solliciter les vues des États Membres sur les moyens de promouvoir le rôle des femmes dans le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements et de lui présenter, à sa soixante et onzième session, un rapport sur l'application de la présente résolution;

10. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante et onzième session, au titre de la question intitulée « Désarmement général et complet », la question subsidiaire intitulée « Femmes, désarmement, non-prolifération et maîtrise des armements ».
